

HUNDRED AND TWENTY-FIFTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Monday, 11 October 1948, at 10.30 a.m.*

Chairman : Mr. L. Dana Wilgress (Canada).

45. Continuation of the consideration of the budget estimates for the financial year 1949 (A/556, A/598)

Mr. LEBEAU (Belgium) was not satisfied with the established procedure for the preparation and administration of the budget : in its preparation, full account was not being taken of the specific needs of departments as determined by their respective Assistant Secretaries-General, while in its administration excessive powers had been granted the Bureau of Administrative Management and Budget which sometimes exercised them without regard for the decisions of the General Assembly and the expressed desires of the Fifth Committee.

He recalled the decisions which had resulted in the undue concentration of authority over the actual administration of the budget and the direction of expenditures in the Bureau of Administrative Management and Budget.

Upon the recommendation of the United Nations Preparatory Commission¹ the General Assembly in resolution 14 (I) had recommended that the Secretary-General should appoint a small advisory group of experts to assist him in the elaboration of budgetary and administrative plans. By resolution 13 (I) the Assembly had also authorized the Secretary-General to classify posts and assign salaries to the Secretariat after discussion with the Advisory Group of Experts. When the latter resolution was being formulated, the Belgian delegation had strongly supported an amendment introduced by the Netherlands delegation to mention specifically «subject to the budgetary provisions voted by the General Assembly». Thus, from the very beginning, the Belgian delegation had consistently opposed granting exclusive authority to the Secretary-General and the Advisory Group with regard to decisions on budgetary and administrative planning.

While the Secretary-General should enjoy full authority in preparing and planning the budget as well as in classifying and grading posts, the implementation of his plans should be decided on and controlled by the General

CENT-VINGT-CINQUIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le lundi 11 octobre 1948, à 10 h. 30.*

Président : M. L. Dana Wilgress (Canada).

45. Suite de l'examen des prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1949 (A/556, A/598)

M. LEBEAU (Belgique) n'est pas satisfait de la méthode suivie pour l'établissement et l'exécution du budget : en ce qui concerne l'établissement du budget, on ne tient pas assez compte des besoins particuliers de chaque département, tels qu'ils sont établis par les Secrétaires généraux adjoints; en ce qui concerne l'exécution du budget, on a accordé des pouvoirs excessifs au Bureau de l'organisation administrative et du budget, pouvoirs qu'il exerce parfois sans tenir compte des décisions prises par l'Assemblée générale et des désirs exprimés par la Cinquième Commission.

Le représentant de la Belgique rappelle les décisions qui sont à l'origine de ces pouvoirs injustifiés que possède le Bureau du budget en ce qui concerne l'exécution du budget et la réglementation des dépenses.

Sur la recommandation de la Commission préparatoire des Nations Unies¹, l'Assemblée générale, par sa résolution 14 (I), a recommandé que le Secrétaire général nomme un petit groupe consultatif d'experts pour l'assister dans la préparation des plans budgétaires et administratifs. Par la résolution 13 (I), l'Assemblée a également autorisé le Secrétaire général à procéder à la répartition des postes du Secrétariat et à fixer les traitements afférents à ces postes, après discussion avec le Groupe consultatif d'experts. Lors de la discussion de cette dernière résolution, la délégation belge a fortement appuyé un amendement, proposé par la délégation des Pays-Bas, et tendant à inclure expressément les mots : «compte tenu des dispositions budgétaires votées par l'Assemblée générale». Ainsi, dès le début, la délégation belge s'est sans cesse opposée à ce que le Secrétaire général et le Groupe consultatif disposent d'une autorité exclusive pour prendre des décisions relatives aux plans budgétaires et administratifs.

Le Secrétaire général doit avoir toute autorité en ce qui concerne l'établissement du budget, ainsi que la classification et la répartition des postes; mais c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de décider et de contrôler l'exécution

¹ See Report of the Preparatory Commission of the United Nations, chapter IX, section 2, paragraphs 23 to 26.

¹ Voir le Rapport de la Commission préparatoire des Nations Unies, chapitre IX, section 2, paragraphes 23 à 26.

Assembly. The Belgian representative quoted as examples the League of Nations and the International Labour Organisation, in which the entire financial and administrative structure was subject to the approval of the League Assembly and the International Labour Conference respectively.

The excessive authority granted to the Bureau of Administrative Management and Budget was a direct result of the policy followed by the original Advisory Group. Two very distinct functions had been confused: the physical preparation of the budget and the dispensing of funds, and the decisions on the desirability of specific expenditures and their control. Only the first of those functions should be vested in the Bureau of Administrative Management and Budget; the second was a matter for the higher authority of the heads of departments and the Secretary-General. Moreover, the preponderant influence of that Bureau in the direction of administrative matters was based on the view which the former chairman of the Advisory Group, Mr. Biddle, had upheld. Mr. Biddle had found it expedient for a single bureau to build up administrative structure on the basis of cost and estimated output, as was the practice in business enterprises and the civil service of the United States. However, cost, price and unit output, while they were indispensable criteria in industry and commerce, could not be used as yardsticks in an international organization. In the same way, while it was possible to compare the work of all the employees in a business enterprise, it was impossible to do so in the case of the United Nations where the essential consideration was not cost but rather the usefulness of the studies undertaken, the success of the negotiations carried on and the results obtained for the world.

Furthermore, Mr. Lebeau gave several reasons why the standards which were applicable to United States industrial enterprises could not be applied to an international body like the United Nations, the structure of whose Secretariat would thereby be seriously impaired. In the first place, there was a great diversity in the work performed by the United Nations employees; many of them were engaged in seeking the solution to economic, social and political problems, solutions which could not be measured in terms of cost. Secondly, the diversity in languages used created a need for specialized translators, verbatim reporters, and others whose work could likewise not be evaluated in terms

pratique des plans élaborés par le Secrétaire général. Le représentant de la Belgique cite l'exemple de la Société des Nations, ainsi que de l'Organisation internationale du Travail; dans la première, toute la structure financière et administrative était soumise à l'approbation de l'Assemblée, dans la deuxième, elle est soumise à l'approbation de la Conférence internationale du Travail.

Les pouvoirs excessifs que possède le Bureau de l'organisation administrative et du budget dérivent directement de la politique suivie par le Groupe consultatif primitif. Il y a eu confusion entre deux fonctions très distinctes: la préparation matérielle du budget et la répartition des fonds, d'une part; les décisions concernant l'opportunité des dépenses précises et leur contrôle de l'autre. Seule la première de ces deux fonctions doit être exercée par le Bureau de l'organisation administrative et du budget; la deuxième concerne l'autorité supérieure représentée par les chefs des différents départements et par le Secrétaire général. En outre, l'influence prépondérante exercée par ce Bureau, en ce qui concerne les questions administratives, a son origine dans le point de vue défendu par M. Biddle, l'ancien président du Groupe consultatif. M. Biddle a trouvé avantageux qu'un seul bureau soit chargé de décider en matière de structure administrative en se basant sur le coût de revient et le rendement, selon la pratique courante dans des entreprises industrielles américaines, ainsi que dans les services du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Cependant, si le coût, le prix et le rendement par unité constituent des critères indispensables dans l'industrie et le commerce, il n'en est pas de même dans une organisation internationale. De même, alors qu'il est possible de comparer les travaux exécutés par tous les employés d'une entreprise industrielle, il est impossible de le faire dans le cas de l'Organisation des Nations Unies, à propos de laquelle il faut moins considérer le coût que l'utilité des études entreprises, le succès des négociations menées et les résultats qui en découlent pour le monde.

M. Lebeau montre que, pour diverses raisons, les normes applicables aux entreprises industrielles des États-Unis d'Amérique ne sauraient être appliquées à une organisation internationale telle que les Nations Unies sans qu'il en résulte un sérieux danger pour la structure même du Secrétariat. En premier lieu, les employés de l'Organisation des Nations Unies exécutent des travaux extrêmement variés; un grand nombre de ces employés cherchent des solutions à des problèmes économiques, sociaux et politiques, solutions qui ne sauraient être mesurées en termes de coût. D'autre part, la diversité des langues utilisées à l'Organisation rend indispensable l'emploi de traducteurs spécialisés, de sténo-

of dollars and cents. Finally, the political authority of the Secretary-General and the heads of the various departments which empowered them to interpret the General Assembly decisions was surely not measurable by ordinary business standards.

The management survey which had been undertaken in order to reorganize the Secretariat on the basis of lower costs was another example of the erroneous outlook of the Advisory Group. Expert accountants, conversant with the financial problems of United States industry, had been given a free hand to reshuffle staff and to tell highly qualified specialists how to organize their work in order to increase their output. He deplored the regrettable results which such a survey must entail.

The functions of the Bureau of Administrative Management and Budget should be confined to furnishing the necessary funds for departments under the various sections of the budget in accordance with the decisions of the Assembly and the financial regulations. When the heads of departments prepared and submitted estimates of expenditure, the Bureau should point out exaggerated estimates and ask for their justification. But, it should in no case have the power to decide either to reduce or to transfer credits from one department to another or to different sections of the budget. The Secretary-General should settle any disputes which might arise between the heads of departments and the Bureau, after consultation with the Advisory Committee. Certainly, the Assistant Secretaries-General were qualified to assess the needs of their departments and they could be expected to use judiciously the credits voted them by the Assembly.

As an example of the abuse of power by the Bureau he recalled that the 1948 budget had set aside an appropriation for the library to which the Assembly had agreed. That appropriation had been arbitrarily transferred from the Department of Conference and General Services to the Department of Public Information without previously consulting the Advisory Committee. The Bureau was exceeding its functions by transferring credits in that manner from one department to another.

Finally, he proposed the establishment of an internal budgetary committee, composed of the Assistant Secretaries-General or their representatives, to compare and adjust applications for appropriations on the basis of real needs. Such a committee would be thoroughly qualified to assess the practical requirements arising out of the approved programme of work of the United

graphes de séance et autres, dont le travail ne peut non plus s'exprimer en dollars et en cents. Enfin, les normes valables en affaires ne sauraient servir à mesurer l'autorité politique du Secrétaire général et des chefs des différents départements, autorité qui les met à même d'interpréter les décisions de l'Assemblée générale.

L'enquête administrative que l'on a entreprise en vue de réorganiser le Secrétariat sur la base de l'économie apparaît comme un nouvel exemple du point de vue erroné défendu par le Groupe consultatif. Des experts comptables, très au courant des problèmes financiers de l'industrie américaine, ont reçu toute latitude pour remanier le personnel et indiquer à des spécialistes hautement qualifiés la manière d'organiser leur travail, afin d'augmenter leur rendement. Le représentant de la Belgique déplore les résultats regrettables que ne peut manquer d'entraîner une telle enquête.

Le Bureau de l'Organisation administrative et du budget devrait simplement fournir les fonds nécessaires aux différents départements au titre des divers chapitres du budget, conformément aux décisions de l'Assemblée et aux termes du règlement financier. Lorsque les chefs des départements préparent et soumettent les prévisions des dépenses, le Bureau devrait souligner les exagérations et demander les justifications nécessaires. Mais, en aucun cas, le Bureau ne devrait avoir le pouvoir de réduire les crédits ou de les reporter d'un département à l'autre, ou à d'autres chapitres du budget. Le Secrétaire général devrait, après avoir pris avis du Comité consultatif, régler tous les conflits qui pourraient se produire entre les chefs des départements et le Bureau. Les secrétaires généraux adjoints sont certainement tout à fait qualifiés pour fixer les besoins de leurs départements respectifs et utiliser judicieusement les crédits qui leur ont été alloués par l'Assemblée.

Pour donner un exemple d'abus de pouvoir exercé par le Bureau, le représentant de la Belgique rappelle que le budget de 1948 comprenait un crédit pour les services de bibliothèque, crédit qui avait été accepté par l'Assemblée. Ce crédit a été arbitrairement reporté du Département des conférences et services généraux au Département de l'information, et cela sans que le Comité consultatif ait été consulté. Le Bureau outrepassa ses pouvoirs lorsqu'il reporte ainsi des crédits d'un département à l'autre.

Enfin, M. Lebcau propose la création d'un comité budgétaire interne, composé des Secrétaires généraux adjoints ou de leurs représentants, qui aurait pour tâche de comparer et de concilier les demandes de crédits sur la base des besoins réels. Ce comité serait tout à fait qualifié pour évaluer les besoins réels relatifs aux programmes de travail approuvés, et constituerait

Nations and would serve as a clearing house. Secondly, a deputy secretary-general should be empowered to relieve the Secretary-General of the burdens imposed by the internal financial and administrative problems of the Secretariat. Under the Charter, the Secretary-General was entrusted with a number of political tasks which demanded his full attention. He felt that the General Assembly in London had been wrong in rejecting the proposal to relieve the Secretary-General of administrative burdens.

In conclusion, he stressed the concern felt by his delegation for the proper administration of the Secretariat. He hoped that his remarks would be interpreted as a solemn warning to be taken into account in the implementation of the plan for the reorganization of the administrative and financial services which was reviewed by the Advisory Committee in paragraphs 151 to 153, inclusive, of its second report (A/598). He would ask the Committee's Chairman for further clarification of that plan in due course.

Mr. HIBERT (Haïti) deplored the confusion caused by the failure to deal with unforeseen and extraordinary expenses, separately from supplementary expenses in the budget. While it was normal that the Secretary-General should be authorized to draw on the Working Capital Fund in order to cover the first category of expenditure, supplementary expenses were already provided for in the budget estimates, and credits to cover them had already been voted. He further drew attention to paragraph 4 of the draft appropriation resolution in the Advisory Committee's Report (A/598), which stated that the Secretary-General, with the consent of the Advisory Committee, was authorized to transfer credits between parts of the budget. Thus, for example, credits could be transferred from the Department of Economic Affairs to the heading «Hospitality». Such transfers were contrary to the basic and customary rules of book-keeping. Furthermore, the Advisory Committee's Report mentioned, in paragraph 12, a «system of reserves within the appropriations». Such a system could not be justified. All surpluses should be explained in a memorandum and returned to the Working Capital Fund. In the same way, all deficits should be justified in a memorandum and withdrawn from the Working Capital Fund. As long as the Fund existed, reserves within appropriations were unnecessary. In view of changing conditions, financial rules relating to receipts and disbursements should be approved each year for the specific fiscal year to which they were applicable.

une espèce de bureau de compensation. Deuxièmement, un vice-secrétaire général devrait décharger le Secrétaire général du fardeau que représentent les problèmes intérieurs, financiers et administratifs, du Secrétariat. Aux termes de la Charte, le Secrétaire général est chargé de nombre de tâches politiques qui exigent toute son attention. M. Lebeau pense que l'Assemblée générale a eu tort, à Londres, de rejeter la proposition tendant à le décharger de ses soucis administratifs.

En conclusion, le représentant de la Belgique souligne que sa délégation se préoccupe vivement de la bonne administration du Secrétariat. Il espère que ces remarques seront reçues comme un avertissement solennel, et qu'il en sera tenu compte dans la mise en œuvre d'un plan relatif à la réorganisation des services administratifs et financiers, réorganisation envisagée par le Comité consultatif aux paragraphes 151 à 153 inclus de son deuxième rapport (A/598). Lorsque le moment sera venu, M. Lebeau demandera au Président de la Commission de plus amples détails au sujet de ce plan.

M. HIBERT (Haïti) regrette qu'une confusion ait été créée du fait que l'on n'a pas séparé dans le budget les dépenses imprévues et extraordinaires, des dépenses supplémentaires. S'il est normal que le Secrétaire général soit autorisé à prélever certaines sommes sur le Fonds de roulement pour couvrir les dépenses appartenant à la première catégorie, les dépenses supplémentaires figurent déjà dans les prévisions de dépenses et les crédits nécessaires à cet fin ont été votés. M. Hibert fait remarquer qu'au paragraphe 4 du projet de résolution portant ouverture de crédits figurant au rapport du Comité consultatif (A/598), il est prévu que le Secrétaire général peut, avec l'autorisation du Comité consultatif, opérer des virements de crédits d'un chapitre à l'autre du budget. C'est ainsi, par exemple, que des crédits peuvent être virés du chapitre «Département des questions économiques» au chapitre «Dépenses de représentation». Des virements de ce genre sont contraires aux règles fondamentales de la comptabilité financière habituelle. D'autre part, le rapport du Comité consultatif fait mention, au paragraphe 12, d'un «système de réserves intrabudgétaires». Un tel système ne se justifie pas. Tous les excédents devraient être détaillés dans un memorandum et reversés au Fonds de roulement. De même, tous les déficits devraient être détaillés dans un memorandum et prélevés sur le Fonds de roulement. Tant que le Fonds de roulement existe, il est inutile de prévoir des réserves à l'intérieur des crédits. Puisque les conditions varient d'une année à l'autre, les règlements financiers devraient être approuvés chaque année pour l'exercice financier auquel ils s'appliquent.

In conclusion, he warned the Committee that the present procedure according to which extraordinary expenses, on the one hand, and supplementary expenses, on the other, were not dealt with separately, would give rise to errors in the budget estimates which could not easily be detected.

Mr. MACHADO (Brazil) recalled that the original conception of the Preparatory Commission had been that there should be three bureaux in the Department of Administrative and Financial Services, namely, the Bureau of Administrative Management and Budget, the Bureau of Personnel and the Bureau of the Comptroller. The functions of the first two of those Bureaux were perfectly clear-cut. In the case of the Bureau of the Comptroller, however, the Brazilian delegation had noted, as early as the first session of the General Assembly, that the Comptroller did not appear to have been given a sufficiently strong independent position for the adequate discharge of his functions. It had been felt that he should have equal rank with top-ranking Directors so that he might be free to exercise his authority in reviewing commitments and bringing irregular actions and tendencies to the notice of the higher administrative authority.

The Secretary-General's proposal before the Committee did not altogether eliminate the exercise of such control, but it did eliminate the independence of the officer whose duty it was to exercise it. According to the proposal, that duty would henceforth be entrusted to officers of lower status who would submit their views through the Comptroller to the Assistant Secretary-General and finally to the Secretary-General. Mr. Machado felt that change was a step in the wrong direction.

Little consideration appeared to have been given to the trend of financial control in modern business, in which the position of comptroller was assuming increasing importance. He was responsible not only for the accounting system and the proper maintenance of records, but also for carrying out close supervision and review of expenses, watching financial trends and advising other departments on specialized financial matters. A further element necessitating such control was the fact that the audit by the Board of Auditors was carried out only once a year over six or eight weeks, in addition to a short interim audit. The Brazilian delegation continued to believe that a high-ranking position, filled by an officer with a specialized knowledge of finance and accounting, was necessary since any other form of supervision or control of expenditures

En conclusion, le représentant d'Haïti avertit la Commission que la méthode actuelle, selon laquelle les dépenses extraordinaires, d'une part, et les dépenses supplémentaires, d'autre part, ne sont pas traitées séparément, pourra provoquer dans les estimations budgétaires des erreurs qu'il sera difficile de déceler.

M. MACHADO (Brésil) rappelle que la Commission préparatoire envisageait à l'origine la création de trois services au sein du Département des services administratifs et financiers, à savoir le Bureau de l'Organisation administrative et du budget, le Service du personnel et le Service du contrôleur financier. Les fonctions de ces deux premiers services étaient parfaitement définies. Toutefois, en ce qui concerne le Service du contrôleur financier, la délégation brésilienne avait fait remarquer, dès la première session de l'Assemblée générale, que l'on ne semblait pas avoir donné au contrôleur une position assez indépendante pour lui permettre de s'acquitter des fonctions qui lui sont dévolues. On a estimé que le contrôleur devrait être placé sur le même pied que les directeurs généraux afin que, dans l'exercice de ses fonctions, il soit parfaitement libre de contrôler les engagements financiers et de signaler à l'autorité administrative supérieure, toute action ou toute tendance irrégulière.

La proposition que le Secrétaire général a présentée à la commission ne supprime pas l'exercice d'un tel contrôle mais elle ôte toute indépendance au fonctionnaire chargé d'exercer ce contrôle. Selon cette proposition, ce rôle serait dorénavant confié à des fonctionnaires d'un rang inférieur qui présenteraient leurs observations au Secrétaire général adjoint, puis au Secrétaire général, par l'intermédiaire du contrôleur financier. M. Machado estime qu'en adoptant cette nouvelle méthode, on s'engageait dans une mauvaise direction.

Il semble que l'on ait fort peu tenu compte de l'orientation que le contrôle financier a prise aujourd'hui dans les affaires et qui donne à la tâche du contrôleur une importance croissante. Le contrôleur n'est pas seulement responsable de la comptabilité et de la tenue des livres; il doit aussi contrôler de très près et surveiller les dépenses en observant les tendances financières et en donnant des conseils aux autres départements en ce qui concerne les questions proprement financières. Un contrôle de ce genre est en outre nécessaire parce que le Comité des commissaires aux comptes ne procède à une vérification qu'une fois par an, durant six ou huit semaines, indépendamment de la brève vérification qui a lieu au cours de la période intermédiaire. La délégation brésilienne maintient son opinion selon laquelle il est indispensable, pour

would be inadequate. It wished, therefore, to make clear that it accepted the proposed structure as provisional, and suggested that it be reviewed by the Advisory Committee during the following year in the light of experience, and that final recommendations on the system to be adopted should be made by the Committee to the next session of the General Assembly.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) agreed with the Brazilian representative that the proposed arrangements affecting the reorganization of the administrative and financial services should be regarded as provisional, and that it would be useful to have them reviewed by the Advisory Committee during the following year. In reply to the representative of Belgium, he stated that the functions of the Bureau of Administrative Management and Budget was an old question which had already been the subject of much discussion. He felt that the present system was the most practicable one, since any scattering of responsibilities would result in far higher expenditure and involve more complex budgetary machinery.

He assured the Belgian representative that there were no grounds for entertaining doubts as to the extent of the direct control exercised by the Secretary-General in respect of the preparation and application of the budget. The Secretary-General had a most direct and lively interest in budgetary matters. Budget estimates were prepared in close consultation with the heads of the various departments, and such consultation continued at appropriate times during the year.

Replying to the Belgian representative's remarks concerning the transfer of the library to the Department of Public Information, he quoted paragraph 18 of chapter II of the Advisory Committee's First Report to the General Assembly (A/534), which stated that, «in the course of the session, the Secretary-General had requested authority of the Committee to transfer appropriations between certain sections of the 1948 budget in order to give effect to transfers of functions approved by him on the recommendation of the Management Survey».

Mr. Price found it difficult to understand the criticism of the fact that certain savings had been made. He could not see that a surplus resulting from economy could be regarded as anything other than a definite advantage. The basic question, about which he would be prepared to speak in greater detail at a later date, was

surveiller et contrôler les dépenses, de confier cette tâche à un fonctionnaire d'un rang élevé qui soit un expert en matière de finances et de comptabilité; toute autre méthode serait inefficace. M. Machado tient donc à préciser qu'il accepte, à titre provisoire, la réorganisation proposée. Il propose cependant que le Comité consultatif l'examine à nouveau, l'année prochaine, à la lumière de l'expérience et qu'il présente des recommandations définitives à ce sujet à la prochaine session de l'Assemblée générale.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers), estime, comme le représentant du Brésil, que toutes les dispositions proposées en vue de la réorganisation des services administratifs et financiers doivent être considérées comme provisoires et qu'il serait utile de les faire examiner à nouveau par le Comité consultatif l'année prochaine. En réponse au représentant de la Belgique, il rappelle que la question des fonctions du Bureau de l'Organisation administrative et du budget n'est pas nouvelle, et qu'elle a déjà été abondamment discutée. M. Price pense que le système actuel est le plus pratique : si les responsabilités étaient dispersées, les dépenses seraient beaucoup plus élevées et le système budgétaire serait bien plus complexe.

M. Price affirme au représentant de la Belgique qu'aucun doute ne doit s'élever sur le fait que le Secrétaire général exerce un contrôle direct sur la préparation et la mise en œuvre du budget. Le Secrétaire général porte aux questions budgétaires l'intérêt le plus vif et le plus direct. Les estimations budgétaires sont établies en liaison étroite avec les chefs des différents départements et les consultations se poursuivent, lorsqu'il est nécessaire, au cours de l'année.

En réponse aux observations du représentant de la Belgique relatives au transfert de la bibliothèque au Département de l'information, le Secrétaire général adjoint cite le paragraphe 18 du chapitre II du premier rapport du Comité consultatif à l'Assemblée générale (A/534), où il est dit que, «au cours de la session, le Secrétaire général a demandé au Comité l'autorisation d'opérer des virements de crédits entre certains chapitres du budget de 1948 pour effectuer les transferts de fonctions qu'il a approuvés sur la recommandation des auteurs de l'enquête sur l'organisation administrative».

M. Price ne comprend pas bien comment on a pu critiquer le fait que certaines économies ont été réalisées. Lorsque, grâce à des économies, on obtient un excédent de fonds, il semble que l'on doive considérer l'opération comme avantageuse. La question essentielle sur laquelle il est prêt à revenir en détail plus tard est de

whether control of expenditure should be exercised by the Secretary-General or by the various departments.

Mr. LEBEAU (Belgium) recalled that the Advisory Committee had been consulted with regard to the transfer of the library only after the event on 24 March 1948 as the decision to transfer it to the Department of Public Information had been taken by the Secretary-General two or three months previously.

CONSIDERATION OF PART I OF THE BUDGET ESTIMATES FOR THE FINANCIAL YEAR 1949 (A/556)

Mr. MACHADO (Brazil) opposed the holding of meetings and conferences outside the Headquarters of the United Nations and, in particular, the decision of the Economic and Social Council [resolution 174 (VII)] to hold its ninth session in Geneva and to allow the Population and Statistical Commissions to convene their 1949 meetings also in Geneva.

He recalled that rule 6 of the rules of procedure of the Economic and Social Council and rule 3 of the rules of procedure of the functional commissions provided that meetings should be held at the Headquarters of the United Nations unless exceptional circumstances prevailed.

The Brazilian delegation did not feel that it had been satisfactorily proved that exceptional circumstances existed in those cases. On the other hand, decisions to hold meetings away from Headquarters presented serious economic, technical and administrative difficulties. Additional expenditure involved by those decisions amounted to 142,000 dollars, while projects directly connected with the Economic and Social Council's work had to be rejected or held up for lack of funds. In addition, heavy and unnecessary expenditure would be incurred by Governments which had set up permanent delegations in New York at the United Nations Headquarters. Moreover, the continuity of the Secretariat's activities was disturbed by removals to and from Headquarters. The arguments advanced in favour of such action were not convincing. In particular, the psychological advantages of holding meetings in Europe were extremely doubtful and were, in the Brazilian representative's opinion, outweighed by the many difficulties involved.

The Brazilian delegation, therefore, would strongly oppose the Economic and Social Council's decision to hold its 1949 session and meetings of functional commissions away from Headquarters, and would formally move the refusal of funds to implement that decision. It

savoir si le contrôle des dépenses doit être exercé par le Secrétaire général ou bien par les différents Départements.

M. LEBEAU (Belgique) rappelle que l'on avait demandé l'avis du Comité consultatif au sujet du transfert de la bibliothèque le 24 mars 1948, c'est-à-dire seulement après que ce transfert eut été effectué; en effet, le Secrétaire général avait pris la décision de transférer la bibliothèque au Département de l'information deux ou trois mois auparavant.

EXAMEN DU TITRE I DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1949 (A/556)

M. MACHADO (Brésil) se déclare opposé à ce que des sessions et conférences aient lieu en dehors du siège de l'Organisation des Nations Unies; il critique notamment la décision du Conseil économique et social [résolution 174 (VII)] de tenir sa neuvième session à Genève et d'autoriser les Commissions de la statistique et de la population à tenir également à Genève leurs sessions de 1949.

Il rappelle que l'article 6 du règlement intérieur du Conseil économique et social et l'article 3 du règlement intérieur des commissions organiques prévoient que les sessions doivent avoir lieu au Siège de l'Organisation, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

La délégation brésilienne n'estime pas que l'on ait établi de façon satisfaisante l'existence de circonstances exceptionnelles. D'autre part, le fait de tenir des sessions hors du Siège soulève de sérieuses difficultés d'ordre économique, technique et administratif. Les dépenses supplémentaires qu'entraînent ces déplacements s'élèvent à 142.000 dollars, alors que des projets directement liés aux fonctions du Conseil économique et social ont dû être abandonnés ou retardés par suite du manque de fonds. Il en résultera en outre des dépenses lourdes et inutiles pour les Gouvernements qui ont installé des délégations permanentes à New-York, au Siège de l'Organisation. Enfin, ces déplacements hors du Siège et ces retours au Siège créent des discontinuités dans les travaux du Secrétariat. Les arguments que l'on a invoqués pour justifier ces déplacements ne sont pas convaincants. En particulier, les avantages psychologiques que l'on peut tirer des sessions en Europe sont fort douteux, et le représentant du Brésil estime que les nombreuses difficultés qui en résultent dépassent les avantages.

La délégation du Brésil marque donc son opposition la plus nette à la décision du Conseil économique et social de tenir hors du Siège sa session de 1949, ainsi que les réunions de ses commissions organiques; elle propose formellement de refuser les crédits nécessaires à l'exé-

also recommended that the General Assembly should take immediate action on the matter.

Mr. ROSCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) thought that examination of part I of the Budget Estimates showed that expenditure was higher than was justified by the activities of the organs concerned. For instance, the estimate for contractual printing was 1,252,710 dollars. That sum seemed excessive and the USSR delegation would urge that it should be reduced at least by one quarter. He suggested, in that connexion, that the possibilities of printing outside the United States might be investigated. The estimate of 208,050 dollars for local transport facilities also seemed excessive, especially in view of the fact that it was hoped that the 1949 General Assembly would be held in the permanent United Nations building. He also questioned the necessity of allocating the sum of 153,995 dollars under the heading of temporary assistance. He felt that there was ample room for the exercise of rational economy in the budget without endangering the activities of any of the United Nations institutions.

Turning to the question of meetings held away from Headquarters, he thought that the Brazilian proposal was unjustified, whether it concerned merely the Economic and Social Council or the United Nations as a whole. He was strongly in favour of continuing the practice of holding a certain proportion of meetings in Europe, and pointed out that, in some Committees, that practice might even represent a saving, since it meant a reduction of transport costs where European delegations were concerned. He believed that permanent staff stationed in Geneva was well able to deal with the work occasioned by a session of the Economic and Social Council and meetings of the Population and Statistical Commissions.

Mr. BURGER (Netherlands) was unable to share the USSR representative's optimism concerning the holding of the next session of the General Assembly at the permanent Headquarters. He pointed out that there seemed to be no justification for including local transport costs in the budget estimates, since no cars had been made available to delegations for the present session.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) recalled that two cars had formerly been placed

cution de cette décision. M. Machado propose, d'autre part, que l'Assemblée générale prenne des mesures immédiates à ce sujet.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'examen du titre I des prévisions de dépenses fait apparaître des dépenses plus élevées que ne le justifie l'activité des organes considérés. C'est ainsi que les prévisions de dépenses pour travaux contractuels d'imprimerie sont de 1.252.710 dollars. Cette somme paraît excessive et la délégation de l'URSS insistera pour qu'elle soit réduite d'au moins 25 pour 100. M. Rostchine suggère à cet égard que l'on s'enquière des possibilités de faire exécuter des travaux d'imprimerie hors des Etats-Unis. La somme de 208.050 dollars, prévue pour les transports locaux, paraît également exagérée, si l'on tient compte notamment du fait que l'Assemblée générale de 1949 se tiendra, comme on l'espère, dans les locaux du Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies. M. Rostchine met également en doute la nécessité d'affecter une somme de 153.995 dollars à la rubrique intitulée : « Personnel temporaire ». Il estime que l'on peut aisément procéder à des économies rationnelles dans le budget, sans que les travaux des organes de l'Organisation des Nations Unies s'en trouvent pour cela menacés.

Passant à la question des sessions tenues hors du Siège, le représentant de l'URSS juge la proposition brésilienne injustifiée, qu'elle s'applique au seul Conseil économique et social ou à l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. Il préconise fortement que l'on continue à tenir en Europe un certain nombre de sessions, et il fait remarquer que, pour certaines commissions, cette pratique peut même représenter une économie, puisqu'elle se traduit par une réduction des frais de transport pour les délégations européennes. Il estime que le personnel permanent affecté à Genève est parfaitement en mesure d'assurer les services nécessités par une session du Conseil économique et social et par les réunions de la Commission de la population et de la Commission de statistique.

M. BURGER (Pays-Bas) ne peut pas partager l'optimisme du représentant de l'URSS en ce qui concerne la réunion de la prochaine Assemblée générale au Siège permanent de l'Organisation. Il fait remarquer qu'il ne paraît aucunement justifié d'inclure les frais de transports locaux dans les prévisions de dépenses, puisque, pour la présente session, aucune voiture n'a été mise à la disposition des délégations.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) rappelle qu'auparavant deux voitures avaient été mises

at the disposal of each delegation. That number had subsequently been reduced to one, and later deleted altogether by the Fifth Committee and the General Assembly, but only for the duration of the third session of the Assembly. Local transport requirements would have to continue as a substantial item of expenditure as long as sessions of the General Assembly took place at Flushing Meadow.

In reply to the USSR representative's remarks, Mr. Price stated that a certain amount of printing was already being done abroad. The reason for the increase in the estimate for contractual printing was that many more documents were being printed in all five official languages than in previous years.

Mr. YOUNGER (United Kingdom) agreed with the Brazilian representative on the subject of meetings held away from Headquarters. The majority of meetings were of a strictly technical nature, and the propaganda value of holding them elsewhere than at Lake Success was comparatively small. Moreover, the disadvantages arising from uprooting the Secretariat, such as additional costs, loss of time and general wear and tear could not be disregarded. He did not wish to adopt a rigid or uncompromising attitude on the matter, but felt that, generally speaking, meetings should be held at Headquarters.

He supported the recommendations contained in paragraphs 63 and 69 of chapter IV of the Advisory Committee's second report and felt that the number of meetings contemplated in those paragraphs should be adhered to by all organs of the United Nations.

Mr. HSIA (China) strongly supported the Brazilian and United Kingdom representatives' views on the decision of the Economic and Social Council to hold its 1949 session in Geneva. He did not see any reason why that session should not take place at Headquarters. The propaganda value of holding meetings in Geneva was very small, and, in the case of non-European countries, it was altogether non-existent.

Referring to the subject of local transport facilities, he agreed that the item would have to be retained in the 1949 budget in view of the fact that the next session of the General Assembly would take place at Flushing Meadow. He hoped, however, that it would be possible to omit the item with effect from the following year.

à la disposition de chacune des délégations. Par la suite, une seule voiture leur a été affectée. Enfin, la Cinquième Commission de l'Assemblée générale a supprimé toute attribution de voitures, mais seulement pour la durée de la troisième session de l'Assemblée. Les transports locaux devront continuer à représenter un poste important des dépenses aussi longtemps que les sessions de l'Assemblée générale auront lieu à Flushing Meadow.

En réponse à l'observation faite par le représentant de l'URSS, M. Price indique qu'une certaine partie des travaux d'impression est déjà exécutée à l'étranger. L'augmentation du montant qui figure, dans les prévisions budgétaires, au titre des travaux contractuels d'imprimerie, provient du fait que, par rapport aux années précédentes, le nombre des documents imprimés dans les cinq langues officielles est beaucoup plus élevé.

M. YOUNGER (Royaume-Uni) partage l'avis du représentant du Brésil au sujet des sessions tenues hors du Siège. La majorité des sessions présente un caractère strictement technique; le fait de les tenir ailleurs qu'à Lake Success ne serait guère un élément de propagande appréciable. D'autre part, on ne peut négliger les inconvénients résultant d'un transfert du Secrétariat, les frais supplémentaires, les pertes de temps et les frais d'entretien. Le représentant du Royaume-Uni ne veut pas adopter à ce sujet une attitude rigide ou intransigente, mais il estime que, d'une façon générale, les sessions devraient avoir lieu au Siège.

Il appuie les recommandations contenues dans les paragraphes 63 et 69 du chapitre IV du second rapport du Comité consultatif, et estime que, pour tous les organes de l'Organisation des Nations Unies, l'on devrait se tenir au nombre de réunions prévu dans ces paragraphes.

M. HSIA (Chine) appuie chaleureusement les vues des représentants du Brésil et du Royaume-Uni au sujet de la décision prise par le Conseil économique et social de tenir à Genève sa session de 1949. Il ne voit aucune raison pour laquelle cette session ne se tiendrait pas au Siège. L'effet de propagande que produirait la réunion d'une session à Genève serait très faible; elle serait absolument nulle dans les pays non européens.

Au sujet des transports locaux, le représentant de la Chine admet que ce poste doit être maintenu dans le budget de 1949, puisque l'Assemblée générale tiendra sa prochaine session à Flushing Meadow. Il espère toutefois que l'on pourra supprimer ce poste du budget à partir de l'année suivante.

Mr. RAFIK ASHA (Syria) supported the point of view expressed by the representative of China with regard to the holding of meetings at United Nations Headquarters at Lake Success.

He agreed with the recommendations of the Advisory Committee with regard to the number of meetings held and felt that the work of some organs might be divided over a period of years.

In view of the number of cars owned by the United Nations it might be possible to reduce the amount spent on hiring vehicles. Throughout the year, more use might be made of United Nations' cars to transport members of Commissions and Committees. He wondered whether the appropriation for local transport could be reduced in that way.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that the United Nations owned twenty-two cars. The practice was not to hire a car unless no United Nations car was available. In the past every attempt had been made to use United Nations cars to transport members of committees and commissions. An effort would be made to do more in that direction, as the representative of Syria had suggested. The estimate given for local transport had been based on expenses incurred under that heading in the past.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) pointed out that in 1949 the contributions of each country to the budget would be higher than those for 1948. Since the figures for supplementary expenditure in 1948 were still not complete, his delegation wished to reserve its vote on the 1949 estimates. He was in favour of having a central body to control programmes. At a time like the present, when many Member Governments were faced with financial difficulties and the political activities of the Organization were of paramount importance, non-political activities should be severely curtailed.

Mr. BONNEFOUS (France) considered that a flexible attitude should be adopted towards the question of whether or not to hold meetings of the bodies of the United Nations and the General Assembly at Headquarters. The psychological as well as the physical aspects of the question should be borne in mind, when considering the desirability of holding meetings away from Headquarters. The meeting in France had already proved a great success as

M. RAFIK ASHA (Syrie) partage les vues du représentant de la Chine, selon lequel les réunions devraient être tenues au Siège de l'Organisation, c'est-à-dire à Lake Success.

Il accepte les recommandations du Comité consultatif au sujet du nombre des réunions et estime que les travaux de certains organes pourraient être répartis sur une période de plusieurs années.

En raison du nombre de voitures appartenant à l'Organisation des Nations Unies, on pourrait réduire le montant des sommes prévues pour la location des véhicules. Pendant toute l'année on pourrait utiliser dans une plus grande mesure les voitures de l'Organisation pour assurer le transport des membres des commissions et des comités. Il se demande si l'on peut réduire peut-être de la sorte les crédits prévus pour les transports locaux.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) déclare que l'Organisation des Nations Unies possède vingt-deux voitures. On n'a recours à la location de véhicules que lorsque aucune voiture de l'Organisation n'est disponible. On s'est toujours efforcé d'utiliser, dans toute la mesure du possible, les voitures de l'Organisation pour assurer le transport des membres des comités et des commissions. On s'efforcera de les utiliser encore davantage à l'avenir, ainsi que le suggère le représentant de la Syrie. Les prévisions de dépenses pour les transports locaux ont été établies en tenant compte des sommes affectées à cette fin au cours des exercices précédents.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) fait remarquer qu'en 1949, les contributions budgétaires de chaque pays seront plus élevées qu'en 1948. Étant donné que les chiffres pour les dépenses supplémentaires de 1948 ne sont pas encore définitifs, sa délégation se réserve le droit de se prononcer plus tard sur les prévisions pour 1949. Il estime qu'il faudrait établir un organe central pour contrôler les programmes. A l'heure actuelle, où nombre de Gouvernements Membres se trouvent aux prises avec des difficultés financières et où le travail politique de l'Organisation a une importance primordiale, tous les travaux de nature non politique devraient être réduits dans toute la mesure du possible.

M. BONNEFOUS (France) estime qu'il faut faire preuve de souplesse lorsqu'il s'agit de décider si les réunions des divers organes de l'Organisation et celles de l'Assemblée générale doivent avoir lieu au Siège de l'Organisation ou ailleurs. En prenant des décisions à ce sujet, il faut tenir compte des aspects psychologiques et matériels de la question. L'Assemblée générale qui se tient en France a déjà remporté un grand succès en ce qui concerne la réaction de l'opinion pu-

far as public opinion and the reaction of the press were concerned. That, however, did not mean that numerous meetings should be held away from Headquarters. He mentioned the success of the Paris meeting to prove that such a procedure was sometimes desirable. He did not agree with the representative of Brazil that the Economic and Social Council should not hold their 1949 meeting in Geneva. The position taken by the representative of Brazil seemed rather absolute. He preferred to return to that question later. If it proved necessary to discuss the matter at the present meeting, however, Mr. Malik, President of the Economic and Social Council, should be invited to inform the Committee about the reasons which had led a large majority of that Council to decide in favour of holding their ninth session at Geneva.

Mr. Pollock (Canada) spoke in favour of holding meetings at Headquarters whenever possible. The proximity of Canada to New York was not a reason for his delegation holding that opinion. The Canadian delegation wished to support as many projects as could possibly be undertaken by the United Nations. The number was naturally limited by the financial burden each Member was able to assume. The Canadian delegation, therefore, in deciding which projects it would support, was always guided by considerations of priority. It also tried to keep in mind the fact that unforeseen projects of an extremely urgent nature were liable to arise. In order to keep the budget within reasonable bounds, while allowing for particularly urgent projects, the Canadian delegation opposed the holding of the ninth session of the Economic and Social Council in Geneva. Such a decision did not indicate a lack of desire on the part of his delegation to go to Geneva, but rather an attempt to decide on the best course to be followed in view of the other expenditure liable to be incurred during the year.

He did not agree that the meetings of the functional commissions should be held in New York. Those meetings had been scheduled to divide the work between Geneva and New York. Geneva was already equipped to handle the necessary number of meetings and, therefore, no transfer of staff would be needed. Such, however, was not the case as regards the Economic and Social Council's session which would entail a considerable transfer of staff.

blique et celle de la presse. Cependant, cela ne signifie pas que de nombreuses réunions devraient être tenues en dehors du Siège de l'Organisation. Si l'orateur mentionne le succès de l'Assemblée générale de Paris, c'est pour prouver qu'il est parfois opportun d'organiser des réunions en dehors du Siège de l'Organisation. Il ne partage pas l'opinion du représentant du Brésil, selon laquelle le Conseil économique et social ne devrait pas se réunir à Genève en 1949. L'attitude adoptée par le représentant du Brésil semble être par trop catégorique; quant à lui il préfère revenir plus tard sur cette question. Cependant s'il fallait examiner ce problème au cours de la présente séance, il faudrait demander à M. Malik, Président du Conseil économique et social, de communiquer à la Commission les raisons pour lesquelles une grande majorité du Conseil a décidé de tenir sa neuvième session à Genève.

M. Pollock (Canada) estime que les réunions doivent avoir lieu au Siège de l'Organisation chaque fois que cela est possible. Si sa délégation adopte ce point de vue, ce n'est pas parce que New-York se trouve à proximité du Canada. La délégation du Canada désire donner son appui à tous les projets que l'Organisation des Nations Unies pourrait mettre à exécution. Leur nombre est naturellement limité par les charges financières que les divers Membres sont à même d'accepter. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit de décider si elle donnera son appui à un projet, la délégation du Canada tient toujours compte des priorités. Elle n'ignore pas qu'il faut souvent mettre à exécution des projets imprévus et extrêmement urgents. En vue de maintenir le budget dans des limites raisonnables et de prévoir en même temps des projets plus urgents, la délégation du Canada est opposée à ce que le Conseil économique et social se réunisse pour sa neuvième session à Genève. Cela ne signifie pas que la délégation canadienne ne désire pas se rendre à Genève, mais en prenant cette décision, elle préconise simplement la méthode qui lui semble la meilleure, étant donné les autres dépenses auxquelles il faudra faire face au cours de l'année à venir.

M. Pollock ne partage pas l'opinion selon laquelle les réunions des commissions organiques devraient être transférées à New-York. Ces réunions avaient été prévues de manière à répartir le travail entre Genève et New-York. Genève est déjà outillée pour organiser le nombre de réunions nécessaire et il n'y aura pas lieu de procéder à des déplacements de personnel. Cependant, tel n'est pas le cas pour la réunion du Conseil économique et social, réunion qui nécessitera le déplacement d'un nombre considérable de fonctionnaires.

Mr. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) pointed out that the representative of Brazil had proposed that the Economic and Social Council should hold its 1949 meeting in New York. The Committee was obliged to decide on that point since a specific proposal had been made. He agreed with the representative of France that it was impossible to decide the question by a simple affirmative or negative. The Committee should be informed of the reasons which had led the Economic and Social Council to decide to hold its 1949 session in Geneva.

In the first place, it was impossible to take a rigid decision on the broad question of whether or not the United Nations should meet permanently at Headquarters because of its universal character. Furthermore, some of the problems put before the United Nations concerned special areas. Certain aspects of the question other than the purely material one should also be considered. That point of view had been put forward by Uruguay when the proposal to adopt Spanish as a working language had been made. The Uruguayan delegation was still of the opinion that there were many reasons in favour of that proposal which could not be assessed purely in terms of the cost entailed. The organs of the United Nations should not be rigidly centred in one part of the world. The psychological factors, the moral factors, and the universal character of the United Nations should be kept in mind when considering where meetings should be held. Greater continuity of work would be achieved by holding meetings at Lake Success and, therefore, the mass of the productive work should be done at New York, but each case should be decided on its merits.

With regard to the proposal made by the representative of Brazil, more information was necessary before a decision could be reached; he therefore requested that the President of the Economic and Social Council should be asked to make a statement on the matter.

If local transport facilities were available in New York, similar service should be provided for other organs as well. To follow any other course would be to discriminate against certain organs of the United Nations, contrary to the provisions of the Charter.

M. RODRÍGUEZ FABREGAT (Uruguay) fait remarquer que le représentant du Brésil a proposé que le Conseil économique et social tienne sa session de 1949 à New-York. La Commission doit prendre une décision sur ce point puisqu'elle est saisie d'une proposition formelle. Le représentant de l'Uruguay reconnaît, avec le représentant de la France, qu'il est impossible de trancher cette question en répondant simplement par l'affirmative ou la négative. La Commission devrait connaître les raisons qui ont incité le Conseil économique et social à décider de tenir sa session de 1949 à Genève.

En premier lieu, il est impossible de prendre une décision définitive sur la question importante de savoir si l'Organisation des Nations Unies devrait ou non, en raison de son caractère d'universalité, se réunir, de façon permanente, à son Siège. En outre, certains des problèmes qui lui sont soumis intéressent des régions particulières. Il y a lieu de tenir compte également de certains aspects de la question qui ne sont pas uniquement d'ordre matériel. La délégation de l'Uruguay a déjà invoqué ce point de vue lorsqu'a été faite la proposition d'adopter l'espagnol comme langue de travail. Elle estime toujours qu'il existe, en faveur de cette proposition, de nombreuses raisons autres que celles qui tiennent uniquement compte des dépenses qu'entraînerait l'adoption de cette proposition. Les organes de l'Organisation des Nations Unies ne devraient pas être strictement centralisés dans une seule partie du monde. Lorsque l'on examine la question de savoir où les sessions doivent avoir lieu, il faudrait ne pas perdre de vue les facteurs d'ordre psychologique et d'ordre moral ainsi que le caractère d'universalité de l'Organisation des Nations Unies. Le fait de tenir les sessions à Lake Success permettrait d'obtenir plus de continuité dans les travaux; c'est pourquoi la plus grande partie des travaux productifs devrait être accomplie à New-York. Toutefois il conviendrait de décider de chaque cas en tenant compte des circonstances.

En ce qui concerne la proposition faite par le représentant du Brésil, il est nécessaire d'avoir plus d'informations pour pouvoir prendre une décision à ce sujet; le représentant de l'Uruguay demande donc que le Président du Conseil économique et social soit invité à prendre la parole.

S'il existe à New-York un service des transports locaux, celui-ci devrait également être mis à la disposition des autres organes. Adopter une autre méthode équivaldrait à établir des distinctions à l'égard de certains organes de l'Organisation des Nations Unies, ce qui serait contraire aux dispositions de la Charte.

The Interim Committee had the same need of transport as had the General Assembly, and yet practically no provision had been made for the Interim Committee in the 1949 budget.

He asked why there was a difference in the estimates for travel expenses to the General Assembly and the travel expenses to meetings of other Committees. That difference also seemed to be of a discriminatory nature.

His delegation would reserve its decision on certain items in the budget until data requested by Uruguay were forthcoming.

Mr. LEBEAU (Belgium) agreed with the statements made by the representatives of Uruguay and France concerning the holding of meetings away from Headquarters. The Eighth Committee of the Preparatory Commission had been informed by the Belgian representative that, if United Nations Headquarters moved to the United States, a certain number of correctives would be needed. The Headquarters of some specialized agencies should be located in Europe. Some meetings of the principal organs should also be held in Europe. That was the Belgian point of view. The extra expenses involved were insignificant compared with the publicity to be gained by such a practice and compared with the sums allotted to the Department of Public Information for services of doubtful value to the United Nations. The internationalization of the Secretariat, and the benefits arising from direct contact with the people of a number of countries were two reasons for the great success of the present meeting in Paris. For the Belgian delegation the facilities in Paris were superior to those in New York. It would have been impossible for Belgium to carry out in New York the numerous tasks with which it was coping in Paris. The Belgian delegation considered that the problems of distance and traffic bottlenecks in New York would remain even after the United Nations had moved to its new Headquarters.

With respect to the question of where meetings should be held, a distinction should be made. Meetings of no publicity value and offering no technical advantages should be held at Headquarters. Important political meetings should, from time to time, be held away from New York.

The Belgian delegation was in favour of granting credit to defray the expenses of holding the 1949 Economic and Social Council session in Geneva.

La Commission intérimaire a tout autant besoin du service des transports que l'Assemblée générale et cependant aucune disposition ou presque n'a été prévue à cet effet dans le budget de 1949.

Le représentant de l'Uruguay demande pour quelle raison il existe une différence entre les frais de voyage prévus pour l'Assemblée générale et ceux qui ont été prévus pour les sessions des autres commissions. Cette différence semble également être de nature discriminatoire.

La délégation de l'Uruguay réserve sa décision sur certains points du budget tant que les renseignements qu'elle a demandés n'auront pas été fournis.

M. LEBEAU (Belgique) s'associe aux déclarations faites par les représentants de la France et de l'Uruguay en ce qui concerne la question de tenir les sessions en d'autres lieux qu'au Siège de l'Organisation. Le représentant de la Belgique a prévenu la huitième Commission de la Commission préparatoire que, si l'on décidait d'établir le Siège de l'Organisation des Nations Unies aux États-Unis d'Amérique, il conviendrait de prendre certaines mesures en vue de contrebalancer cette décision. Il y aurait lieu de placer le siège de certaines institutions spécialisées en Europe. Quelques sessions des principaux organes devraient être aussi tenues en Europe. Tel est le point de vue de la Belgique. Les dépenses supplémentaires sont insignifiantes en comparaison de la publicité qui résulterait d'une telle pratique et des sommes allouées au Département de l'information dont les services présentent une valeur contestable pour l'Organisation. Le caractère international du Secrétariat et les avantages qui découlent d'un contact direct avec le peuple d'un certain nombre de pays sont deux raisons du grand succès de la session actuelle à Paris. La délégation de la Belgique a beaucoup plus de facilités à Paris qu'à New-York. Il lui aurait été impossible, à New-York, d'assumer les tâches nombreuses auxquelles elle fait face à Paris. La délégation de la Belgique estime que les problèmes posés par la distance et les embouteillages de la circulation à New-York subsisteront même lorsque l'Organisation sera installée dans son nouveau Siège.

Quant à la question de l'endroit où devraient se tenir les sessions, il y a lieu de faire une distinction. Les sessions qui ne présentent aucun intérêt du point de vue de la publicité et qui n'offrent aucun avantage technique, devraient avoir lieu au Siège; par contre, celles qui présentent un intérêt politique important devraient avoir lieu, de temps en temps, ailleurs qu'à New-York.

La délégation de la Belgique est favorable à l'octroi des crédits qui permettront au Conseil économique et social de se réunir à Genève en 1949.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) explained that the lower rate of travel expenses to the General Assembly was due to the fact that many of the members had shorter distances to travel since permanent delegations were established in New York. The members of commissions, on the other hand, usually had to come from their home countries. There was no provision at all in the 1949 budget for the Interim Committee, because the resolution creating that Committee had confined its recommendations to the year 1948.

Mr. MACHADO (Brazil) suggested that a vote should be taken on part I of the budget which covered normal activities in New York. The proposed meeting in Geneva would then be considered as a supplementary expenditure on which the Committee could vote later when it had had the opportunity of hearing Mr. Malik.

The meeting rose at 1 p.m.

HUNDRED AND TWENTY-SIXTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Monday, 11 October 1948, at 3 p.m.*

Chairman: Mr. L. Dana WILGESS (Canada).

46. Continuation of the consideration of the budget estimates for the financial year 1949 (A/556, A/598)

The Jain Sahib of NAWANAGAR (India) compared the position of the United Nations with that of his country, which a short while ago had two capitals and had thus been involved in heavy expenditure. India had at present only one capital. For the same reasons it would be expedient for all the organs of the United Nations to be situated at the Headquarters of the Organization. Exceptions might be made in the case of the regional Commissions which might find it advantageous to meet in the areas with which they dealt. Contrary to the representative of the Union of South Africa, he considered that the sums spent on carrying out the programmes of the Economic and Social Council were most profitable. In spite of differing political ideals, it was in committee that nations learned to co-operate.

Mr. HAMMAD (Egypt) regretted that no estimates for the economic commission for the Middle East appeared in part I. The Secretary-General could obviously draw on the work-

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) explique que la somme prévue pour les frais de voyages à l'occasion de l'Assemblée générale est moins élevée parce que la plupart des membres ne doivent parcourir que de courtes distances, étant donné que les délégations permanentes sont installées à New-York. Les membres des commissions, par contre, doivent généralement venir de leurs pays d'origine. Aucune disposition n'a été prévue dans le budget pour la Commission intérimaire, étant donné que la résolution portant création de cette Commission a limité ses recommandations à l'année 1948.

M. MACHADO (Brésil) propose de voter sur la première partie du budget destinée à couvrir les frais de l'activité normale de New-York. La session qu'on se propose de tenir à Genève serait alors considérée comme une dépense supplémentaire au sujet de laquelle la Commission voterait lorsqu'elle aurait entendu M. Malik.

La séance est levée à 13 heures.

CENT-VINGT-SIXIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le lundi 11 octobre 1948, à 15 heures.*

Président: M. L. Dana WILGESS (Canada).

46. Suite de l'examen des prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1949 (A/556, A/598)

Le Jain Sahib de NAWANAGAR (Inde) compare la situation de l'Organisation des Nations Unies avec celle de son pays qui naguère avait encore deux capitales et se trouvait ainsi entraîné à des dépenses massives. L'Inde n'en a maintenant plus qu'une. Pour les mêmes raisons, il serait souhaitable que tous les organes des Nations Unies se réunissent au siège de l'Organisation. On peut cependant prévoir des exceptions en ce qui concerne les commissions régionales qui ont intérêt à se réunir dans les régions dont elles s'occupent. Contrairement au représentant de l'Union Sud-Africaine, le représentant de l'Inde estime que les dépenses engagées pour l'exécution des programmes du Conseil économique et social sont les plus profitables. C'est dans ses commissions qu'en dépit d'idéologies politiques différentes, les nations apprennent à coopérer.

M. HAMMAD (Égypte) regrette qu'au titre I ne figure aucune prévision pour la commission économique du Moyen Orient. Le Secrétaire général pourra évidemment prélever sur le Fonds de